

L'URGENCE DE COMPRENDRE

Virginie Martin
Marie-Cécile Naves
Talents gâchés



LE COÛT
DE LA
DISCRIMINATION

■ *l'aube*

TALENTS GÂCHÉS

La collection L'Urgence de comprendre
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2015
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-1278-5

Virginie Martin
Marie-Cécile Naves

Talents gâchés

Le coût social et économique
des discriminations liées à l'origine

Avec la collaboration de Fabien Forge
et de l'ensemble des membres et experts du Think Tank Different

éditions de l'aube

Des mêmes auteures :

VIRGINIE MARTIN :

Ce monde qui nous échappe. Pour un universalisme des différences, l'Aube, 2015

« Les émotions dans le marketing politique », *Revue Hermès*, 2012

« Une approche critique de la diversité au regard du genre », *Revue française de gestion*, 2010

Au-delà d'un monde gris flanelle. Les espaces économiques au regard du genre (dir.), éd. Euromed Management, 2006

Toulon sous le Front national. Entretiens non directifs, L'Harmattan, 2002

Toulon la noire, le Front national au pouvoir, Denoël, 1996

MARIE-CÉCILE NAVES :

Le Nouveau Visage des droites américaines. Les obsessions morales, raciales et fiscales des États-Unis, FYP Editions, 2015

La Fin des néoconservateurs ?, Ellipses, 2009

Dictionnaire de l'extrême droite, avec Erwan Lecoœur (dir.), Larousse, 2007

Travailler avec Foucault. Retours sur le politique, avec Sylvain Meyet et Thomas Ribémont (dir.), L'Harmattan, 2005

La Mondialisation comme concept opératoire, avec Charles Patou (dir.), L'Harmattan, 2001

Cette étude du Think Tank Different
a été rendue possible grâce au soutien de l'AcSé-CGET

Remerciements

Que soient ici remerciés les membres et collaborateurs de Think Tank Different qui ont participé à l'enquête et fourni leur expertise: Leila Alaouf, Joris Aubrespin, Clémentine Coudert, Baptiste Charles, Thomas Japiot, Benjamin Marcon, Amandine Philippe et Aurélien Taché.

Nos remerciements particuliers vont à Béatrice Mabilon-Bonfils, sociologue, pour ses éclairages et ses relectures; Alain Jacquot pour ses apports mathématiques et statistiques, et enfin Frederic Callens, expert sur la politique de la ville et les questions de discriminations.

Introduction. Les discriminations liées à l'origine, un mauvais calcul pour l'économie et la société françaises

Depuis la crise de 2008, les inégalités sociales et économiques occupent une large place dans les débats médiatiques et politiques. La plupart des enquêtes ont mis en évidence qu'elles se sont beaucoup creusées, reléguant des parties croissantes de la population dans la petite classe moyenne, quand ce n'est pas dans la pauvreté ou l'exclusion. L'accès aux études supérieures, puis à l'emploi qualifié, les possibilités de mobilité sociale ascendantes demeurent réparties de manière très inéquitable dans la société française selon le lieu d'habitation ou de vie, l'origine socio-économique, le sexe, mais aussi l'origine dite « ethnique » ou « raciale » – même si cette dernière catégorie est largement absente des chiffres officiels.

Or, une grande partie de ces inégalités se fondent sur des discriminations, autrement dit sur des processus, des interactions dans lesquels un individu sera connoté négativement par rapport à un autre en raison de préjugés. Ainsi, dans le domaine économique, certains sont traités de manière défavorable à cause d'une particularité qui est indépendante de leurs caractéristiques productives et qui est vue, consciemment ou non, volontairement ou non, comme un obstacle à l'obtention d'un travail, d'un salaire ou d'une promotion qui soient à la hauteur de leurs compétences. Certaines populations subissent en particulier des discriminations fondées

sur leur naissance, réelle ou supposée, au regard d'une couleur de peau, d'un nom, d'un lieu d'habitation, d'une tenue vestimentaire ou d'un accent.

Penser la société française, observer ses mutations, ses errements, ses blocages et ses violences suppose donc, en particulier, de prendre en compte le prisme de l'origine ethnique ou « raciale¹ » des individus. De fait, un nombre croissant de débats politiques, médiatiques et intellectuels sont « saturés de représentations racialisées et souvent racistes du monde social » (Fassin, Fassin, 2006, p. 5). Dix ans après les émeutes de l'automne 2005, l'idée ne faiblit pas que ceux qui vivent dans les banlieues « défavorisées », et plus particulièrement les jeunes, qui sont très majoritairement français mais dont les parents ou grands-parents sont nés en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne, en Turquie ou au Moyen-Orient, ne parviennent pas à « s'intégrer », voire qu'ils ne le souhaitent pas. La lecture majoritaire des attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015 à Paris va, elle aussi, dans ce sens.

À cela s'ajoutent des confusions sur la religion supposée de certaines populations et sur la définition juridique de la laïcité, qui se manifestent par une crispation sur l'islam, trop souvent assimilé à l'islamisme, et plus globalement vu comme étranger à « notre » culture². La référence à une interprétation excluante de la laïcité, parfaitement contraire à son esprit initial, est brandie comme moyen de mettre à l'écart les musulmans et les musulmanes, et ce dès l'enfance³.

1. Ainsi que d'autres, à l'instar du genre, sur lequel nous reviendrons.

2. À propos du voile, la députée européenne UMP Nadine Morano a ainsi déclaré, le 19 août 2014, qu'« on devrait créer un observatoire du mépris de la culture française ».

3. Comme l'illustre le souhait de certains élus et responsables politiques d'interdire les menus de substitution dans les cantines scolaires, au mépris d'usages en vigueur parfaitement légaux.

Dès lors, la persistance d'un repli communautaire, voire d'un communautarisme – interprété comme négatif tout en n'étant jamais réellement défini –, forcément hostiles à la République et à la nation françaises, et potentiellement violents, apparaîtrait comme évidente et serait même médiatiquement actée. En d'autres termes, la jeunesse dite « d'origine immigrée » et/ou « musulmane », nouvelle classe dangereuse, serait avant tout un poids pour notre société, et jamais un atout.

La référence négative à la « race » ou plutôt aujourd'hui à la culture et à l'islam prospère dans certains programmes politiques, au point d'en devenir banale. Ce qu'il faut bien appeler un « électoralisme racial et culturel », que le Front national, en trente ans, est parvenu à imposer dans les discours et parfois les agendas, est en passe de devenir une ligne de fracture majeure dans le paysage politique français, au point de mettre à mal tout débat constructif et argumenté¹.

Nous pensons donc qu'il faut procéder à un changement de regard, à une nouvelle intelligibilité. Plutôt que de prendre part à de vaines polémiques, plutôt aussi que de se placer seulement sur le terrain moral ou victimaire, il s'agit pour nous de construire un nouvel objet d'étude sur les discriminations liées à l'origine, très peu présent dans le débat public actuel, à savoir *le coût de ces discriminations* pour l'économie, l'État, la société tout entière. C'est pourquoi nous souhaitons proposer un constat et un diagnostic de ce qui demeure largement un impensé intellectuel aujourd'hui : les discriminations liées à l'origine occasionnent non seulement des pertes financières et économiques, mais sont

1. Voir Virginie Martin, *Trouble civilisationnel et vote FN*, note Think Tank Different, 2012.

autant de potentialités gâchées, d'atouts non exploités, de croissance confisquée, de cohésion sociale détruite.

Un autre point nous semble essentiel dans notre analyse : il importe de ne pas séparer les problématiques sociétales des enjeux économiques. En effet, le discours, très en vogue actuellement, consistant à remettre à plus tard le traitement de certaines questions sociales au prétexte qu'il faudrait en priorité résoudre la crise économique, nous semble conduire à une impasse, tant les discriminations pèsent sur la productivité et la création de richesses.

Alors que l'on se situe aujourd'hui dans un contexte de perte de confiance dans les institutions et dans la capacité du politique à résoudre la crise (Martin, 2015), nous pensons que les discriminations participent de cette défiance de la part des populations qui en sont victimes ou se ressentent comme telles. Inversement, les situations de bonne santé économique du pays tendent à masquer les problématiques discriminatoires : inefficacité du système scolaire, refus d'embauche, poids des stéréotypes et des violences en raison de l'origine – mais aussi du sexe, de l'orientation sexuelle ou de l'apparence physique, etc.

Il est certes difficile d'analyser, d'interpréter, et *a fortiori* de mesurer les expériences et les conséquences, pour l'économie et la société, des discriminations liées à l'origine. En premier lieu, comme nous l'avons dit, il est malaisé de les nommer. Les problèmes de vocabulaire peuvent également brouiller l'action publique – et privée : parle-t-on d'égalité, d'équité, de non-discrimination ou de diversité ? Ensuite, elles sont parfois vues comme se fondant dans les inégalités socio-économiques ou territoriales, dont la résorption suffirait à supprimer ces discriminations. Enfin, ces dernières sont souvent occultées ou minimisées par les habitudes, les croyances et même les

certitudes de certains acteurs et institutions – employeurs, école, etc. – et, par là même, difficiles à combattre. Mais bien qu’il soit compliqué de les objectiver, si l’on se place sur le terrain des pratiques et du ressenti, si l’on entend les mots prononcés et si l’on met au jour les préjugés persistants, la réalité des discriminations s’impose.

Le combat moral contre le racisme, initié dans les années 1980 pour lutter contre le Front national, et les enrichissements juridiques auxquels il a donné lieu depuis la fin des années 1990 ont permis de prendre conscience et d’agir contre les discriminations liées à l’origine. Celles-ci persistent néanmoins; elles sont aussi très largement invisibles, voire acceptées. En effet, une partie des individus qui en souffrent intériorisent même très tôt l’infériorité sociale, l’altérité irréductible auxquelles on les assigne. Beaucoup sont dans l’impossibilité de faire face et basculent dans l’échec, qui peut prendre différentes formes et qui, comme dans le cas des discriminations faites aux femmes, a un coût, celui des « talents gâchés ». Mais bien d’autres réussissent, par les savoir-faire spécifiques qu’ils ont acquis et qui sont très utiles dans un contexte économique mondialisé – savoir parler arabe¹, avoir une éventuelle « double culture », des connexions à l’international, etc. Parfois, l’expérience même de la discrimination les a conduits à trouver des chemins de traverse – créer une entreprise ou une association, partir à l’étranger, etc. Du côté des entreprises, le recrutement et la promotion d’un personnel de plus en plus diversifié en termes de profils et d’origines sont un atout, encore insuffisamment exploité et médiatisé, en termes de productivité et de compétitivité.

1. Comme nous le dirons à plusieurs reprises, toute forme d’assignation identitaire et, pire, d’essentialisation est à bannir. Ainsi, nous ne présupposons pas que chaque « jeune de banlieue » parle arabe.

Ce livre est le résultat d'une enquête qui a été menée entre le printemps et l'automne 2014. Les revues de littérature (ouvrages et articles scientifiques, essais, littérature grise) qui nous ont servi à mener cette étude sont issues de la sociologie, de la science politique et de l'économie. Elles nous ont permis de mobiliser des concepts et de structurer notre travail autour de plusieurs hypothèses.

En première hypothèse, le fait que les personnes immigrées, d'origine immigrée ou considérées comme telles subissent des inégalités en raison de cette origine réelle ou supposée et soient donc discriminées (ce dont la littérature ne manque pas d'attester¹) finit par être un coût pour la société. Autrement dit, la lutte contre les discriminations, les préjugés et les *a priori*, dans le cadre de la scolarité puis du marché du travail, n'est pas seulement une affaire de justice sociale, mais doit nous alarmer sur le fait qu'un pays moins discriminant serait – et ceci est notre deuxième hypothèse, qui découle de la première – plus performant. Ces deux hypothèses globales, complexes à manipuler et à vérifier, nous ont amenés à mobiliser plusieurs travaux empiriques.

Dans une approche qualitative, nous avons tout d'abord donné la parole à ceux qui pourraient éventuellement subir ce type de discrimination, à savoir les personnes issues principalement des immigrations maghrébines et subsahariennes. Dans ce cadre, et comme le préconisent les méthodologies qualitatives, une vingtaine d'entretiens semi-directifs ont été conduits. Nous les avons réalisés dans des territoires défavorisés situés dans les banlieues ou quartiers parisiens, lyonnais et marseillais. Nous avons égale-

1. Notamment grâce aux opérations de *testing* et d'enquêtes sur le ressenti et les témoignages des individus.

ment conduit plusieurs entretiens d'experts – intellectuels, acteurs de terrain, entrepreneurs, élus¹. Le livre reprend de nombreux extraits de ces entretiens.

D'un point de vue quantitatif, nous nous sommes immédiatement heurtés à un problème de taille, qui est l'absence de statistiques « ethniques » objectivées et de grande ampleur. Malgré cela, nous avons fait un recueil de données grâce aux statistiques fournies par l'INED, l'INSEE et l'ONZUS. Afin de pousser plus loin la démonstration et de proposer une évaluation du coût des discriminations à partir du coût de certaines inégalités, nous avons pris comme idéal-type un territoire regroupant jusqu'à deux tiers de population d'origine immigrée que sont les ZUS. Ce choix méthodologique reste une approximation mais, nous le répétons, faute de statistiques ethniques, il reste la moins mauvaise des solutions d'un point de vue quantitatif.

Nous avons ainsi pu croiser les données sur un sujet complexe à appréhender dans le cadre français, pour éprouver notre postulat de départ. L'approche est nécessairement pluridisciplinaire. Sont notamment convoquées la philosophie politique, les sciences de l'éducation, les études de genre, la macro et la micro-économie. Il nous a en effet semblé indispensable de croiser les regards scientifiques afin d'appréhender une réalité complexe.

Ce livre propose donc une démarche originale, en ce sens qu'il pose la question suivante : qu'est-ce que la société française a à perdre quand elle discrimine une partie de ses enfants ? Et que pourrait-elle faire pour inverser la tendance ?

Le point de départ consiste à questionner, à « challenger » le modèle républicain français, et surtout les discours et instrumentalisation dont il fait l'objet et qui

1. La liste des entretiens figure en annexe.

défendent un concept selon nous largement dépourvu de sens, celui d'« intégration ». Notre approche épistémologique fera largement appel au paradigme, profondément heuristique, de l'intersectionnalité. Celui-ci permet en effet d'appréhender le phénomène discriminatoire dans sa complexité, plus précisément dans les domaines scolaire et professionnel. Nous faisons notamment appel aux concepts de « *leaky pipeline* » et de « trappe à exclusion ».

Nous cherchons également à saisir les ressorts et les conséquences des discriminations liées à l'origine dans le champ de l'école (pré-discriminations) et dans le monde du travail (discriminations). Comment certains préjugés agissent-ils dans le milieu scolaire, puis sur le recrutement et la gestion des ressources humaines ? Des calculs économiques nous permettent de mettre en évidence les pertes, en termes de productivité, que les inégalités d'accès aux ressources subies par certaines populations – dont nous verrons qu'elles sont largement occasionnées par des discriminations – font subir aux entreprises comme au pays, dans un contexte de mondialisation, mais aussi certains coûts directs occasionnés par le non-accès de certaines populations au marché du travail. Nous montrons du reste comment les stéréotypes de genre s'entrecroisent avec les stéréotypes liés à l'origine ethnique, « raciale », et à la religion. Nous verrons également comment se construit une intériorisation de l'échec chez ces populations et comment elle participe des « sorties de route » d'une partie d'entre elles.

Or, les individus victimes de discriminations, en particulier dans la jeunesse de banlieue, sont porteurs d'innovation et de richesses économiques, encore trop peu reconnues et exploitées en France, que l'on parle des compétences ignorées ou sous-employées, des niches

économiques dans certaines communautés ou encore des potentialités à l'international. Les expériences de discrimination peuvent aussi occasionner des phénomènes de résilience. Ce livre s'efforce de mettre au jour ces « originalités positives ».

Enfin, nous proposons des pistes d'actions et de politiques publiques et privées. Celles-ci concernent plusieurs types d'acteurs, de l'école aux entreprises, en passant par la politique de la ville, et les jeunes eux-mêmes qui doivent être mieux accompagnés pour que leurs potentialités soient davantage reconnues et mises en acte, qu'ils soient exclus du champ scolaire, en recherche d'un emploi salarié ou aspirants entrepreneurs. Plusieurs recommandations insistent par ailleurs sur la nécessité de mettre en place des outils pour à la fois mieux saisir les discriminations, notamment dans la sphère professionnelle, et lutter plus efficacement contre elles. Cela passe par la mise en place d'études socio-économiques qui objectiveront le coût, pour la société et la croissance, des discriminations. Inséparablement, l'enjeu est d'inverser le regard sur les populations aux origines et aux cultures plurielles : la valorisation des potentialités de tous et de toutes, dans les pratiques, passe aussi par la lutte contre les hégémonies culturelles dans les discours publics, politiques et médiatiques.

I. Penser la complexité des discriminations

Le racisme, en pensée, en paroles ou en actes, résulte d'une multitude de paramètres anthropologiques et sociaux (Guillaumin, 1972; Wieviorka, 1998; Memmi, 1994; Balibar, Wallerstein, 1997). Il existe dans toutes les sociétés et a perduré à toutes les époques, selon des formes et à des degrés divers. Selon la définition d'Albert Memmi, par exemple, il est « *la valorisation, généralisée et définitive, de différences réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de légitimer une agression* » (Memmi, 1994). Le racisme renvoie Autrui à une différence irréductible, qui le rend inférieur et engendre l'oppression, le rejet, voire la haine. Il s'exprime par toute une palette de violences symboliques, verbales, et même physiques.

Le modèle républicain français prétend refuser et même combattre le racisme en se voulant incluant, intégrateur, pour tous et toutes. Néanmoins, parce qu'il se dit universel, il accepte difficilement les différences en termes d'origine géographique, religieuse et culturelle; il lui est surtout malaisé de reconnaître que ces différences existent de manière irréductible dans le regard, les représentations, les habitudes d'un grand nombre de ceux qui occupent des positions dominantes ou aspirent à les occuper (Martin, 2015). Aussi a-t-il en partie failli à sa promesse d'égalité. Pour paraphraser C. Guillaumin (1981), la « race »

n'existe pas – au sens biologique – mais le racisme social, culturel et économique existe. Éluder l'existence d'une question « raciale » ne supprime donc pas le racisme et si l'on définit la discrimination comme une forme pratique de racisme, on peut dire qu'il en résulte des phénomènes structurels, divers, parfois cumulatifs, de discriminations qui commencent dès le plus jeune âge et se poursuivent tout au long de la vie.

Ces discriminations, nourries par certains discours politiques, militants, intellectuels et médiatiques, et entretenu par des pratiques, créent en retour une « identification raciale » ou religieuse : « *On se reconnaît soi-même dans une expérience collective* », une « *expérience partagée [qui] est souvent celle d'une violence, passée et présente* » (Fassin, Fassin, 2006, p. 9). Ainsi, il n'est pas si aisé de ne pas être, en France, un homme blanc, hétérosexuel de culture catholique. Finalement, ce que ce livre met en avant pourrait s'appliquer à n'importe quelle « minorité » : les femmes, la communauté LGBT ou encore, comme ce sera le cas ici, les jeunes issus de minorités ethniques ou considérés comme tels, plus précisément de l'immigration nord-africaine et subsaharienne.

Mais ce qui nous intéresse, ce n'est pas une approche moralisatrice de l'exclusion des personnes « différentes » de l'universel masculin blanc français¹. Ce qui nous préoccupe, c'est de voir combien ces processus d'exclusion qui sont à l'œuvre pénalisent les individus qui les subissent, et par eux le pays lui-même, son vivre-ensemble, sa productivité et sa croissance économique. En effet, les « inclus » accusent les « exclus » et les minorités de ne pas être ren-

1. Pour autant, les enjeux de justice sociale ne seront bien entendu pas oubliés.

tables, productifs, efficaces, et même de ne pas le vouloir... Or, ces « exclus » sont maintenus en état d'exclusion structurelle par les processus divers de discriminations. Ces processus finissent par coûter beaucoup d'argent : *glass ceiling*, *leaky pipeline*, *vanishing box*, *sticky floor*¹, parois de verre, risque de chômage plus élevé, découragement, fuites, marginalisation... sont autant d'obstacles dans les processus économiques et, plus concrètement, de ressources humaines que les « exclus » rencontrent.

Questionner la philosophie politique du modèle républicain

Il est important de rappeler qu'en France, il est délicat de cerner la problématique des discriminations liées aux origines, dans la mesure où statistiques et données sont peu nombreuses et lacunaires². En effet, ceci repose sur la ques-

1. Ces concepts issus de la sociologie et du management seront expliqués *infra*.

2. En 2009, le Comité pour la mesure de la diversité et l'évaluation des discriminations (COMEDD) a dressé un état des lieux des possibilités existantes en matière de mesure des discriminations liées aux origines. Dans son rapport remis en 2010, il rappelle qu'un certain nombre d'enquêtes obligatoires de la statistique publique permettent d'identifier les personnes ayant une ou des ascendances migratoires directes. Dans la littérature scientifique, plusieurs instruments sont utilisés : l'analyse des résidus discriminatoires associés à une caractéristique étudiée (le plus souvent le sexe ou l'origine) ; les audits par paires (*testings*) ; la mesure des biais implicites à l'encontre de minorités ; ou encore l'expérience rapportée par les enquêtés. Des indicateurs secondaires ont été construits à partir des données de l'enquête « Trajectoires et origines » (INED, INSEE, 2008-2009) sur les représentations à l'égard des discriminations, sur l'expérience auto-rapportée de la discrimination et sur les situations

Serge Paugam, *Vivre ensemble dans un monde incertain*
 Jérôme Pellissier, *Le temps ne fait rien à l'affaire...*
 Jean-Marie Pelt & Émile, *C'est quoi l'écologie ?*
 Monique Pinçon-Charlot, Michel Pinçon & Émile, *C'est quoi être riche ?*
 Edgard Pisani, *Mes mots. Pistes à réflexion*
 Sandrine Prévot, *Inde. Comprendre la culture des castes*
 Pun Ngai, *Made in China. Vivre avec les ouvrières chinoises*
 Pierre Rabhi, *La part du colibri*
 Dominique de Rambures, *Chine: le grand écart. Modèle de développement chinois*
 Hubert Ripoll, *Mémoire de «là-bas». Une psychanalyse de l'exil*
 Laurence Roulleau-Berger, *Désoccidentaliser la sociologie*
 Olivier Roy, avec Nicolas Truong, *La peur de l'islam*
 Youssef Seddik, *Le grand malentendu. L'Occident face au Coran*
 Youssef Seddik, avec Gilles Vanderpooten, *Tunisie. La révolution inachevée*
 Youssef Seddik, *Nous n'avons jamais lu le Coran*
 Mariette Sineau, *La force du nombre*
 Philippe Starck, avec Gilles Vanderpooten, *Impression d'Ailleurs*
 Benjamin Stora, avec Thierry Leclère, *La guerre des mémoires. La France face à son passé colonial, suivi de Algérie 1954*
 Didier Tabuteau, *Dis, c'était quoi la Sécu ?*
 Pierre-Henri Tavoillot, *Faire ou ne pas faire son âge*
 Nicolas Truong (dir.), *Penser le 11 janvier*
 Nicolas Truong (dir.), *Résistances intellectuelles*
 Gilles Vanderpooten, Christiane Hessel (dir.), *Stéphane Hessel, irrésistible optimiste*
 Christian Vélot, *OGM: un choix de société*
 Pierre Veltz, *Paris, France, monde*
 Jean Viard, *Le triomphe d'une utopie*
 Jean Viard, *Toulon, ville discrète*
 Jean Viard, *Marseille. Le réveil violent d'une ville impossible*
 Jean Viard, *La France dans le monde qui vient. La grande métamorphose*
 Jean Viard, *Nouveau portrait de la France*
 Jean Viard, *Fragments d'identité française*

Jean Viard, *Lettre aux paysans et aux autres sur un monde durable*

Jean Viard, *Penser la nature. Le tiers-espace entre ville et campagne*

Jean Viard, *Éloge de la mobilité*

Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*

Julien Wagner, *La République aveugle*

Yves Wintrebert, Han Huaiyuan, *Chine. Une certaine idée de l'histoire*

Emna Belhaj Yahia, *Tunisie. Questions à mon pays*

Mathieu Zagrodzki, *Que fait la police ? Le rôle du policier dans la société*